

EDITORIAL

RÉFORME DU SREL

Chance ratée

Luc Caregari

La réforme du Srel est prête à passer l'étape parlementaire. Il ne reste plus grand-chose des ambitieuses idées formulées par la commission qui s'était penchée sur ses dysfonctionnements.

Le proverbe allemand : « Was nicht passt, wird passend gemacht » s'applique à merveille au travail législatif de la coalition au pouvoir. Comme dans tant d'autres cas, les rulings par exemple, les autorités se contentent de changer le cadre légal au lieu de changer les pratiques. Ce qui pour les produits financiers peut être vu comme une stratégie permettant d'échapper à une mauvaise image à l'international peut s'avérer dangereux quand il est question de sécurité intérieure.

Car, comme avec l'état d'urgence (woxx 1372), le gouvernement semble s'être laissé tenter par le tout-sécuritaire : au lieu de réformer le Srel de façon à ce que les dysfonctionnements qui l'ont fait connaître par le passé soient impossibles à l'avenir, il donne une carte blanche à nos barbouzes nationaux certes mieux définie mais tout aussi large. Si elle ne l'est pas encore davantage.

Et il semble que le gouvernement n'est pas prêt à bouger d'un iota, malgré les cris d'alarme qu'ont fait entendre la société civile et - dans cette affaire du moins - son seul relais au parlement : Déi Lénk.

« Reste la question de savoir pourquoi le gouvernement ne veut absolument pas de garde-fous pour les services de renseignement. »

On se souvient que le Srel est apparu sur les listes de la firme milanaise Hacking Team l'année dernière (woxx 1327) - d'ailleurs une lettre d'offre pour la maintenance du système « Falcon » à l'adresse du gouvernement luxembourgeois circule sur internet. Que ce soit donc au sujet de la surveillance électronique ou au sujet de la responsabilité du chef du service, les lignes n'ont pas bougé. Et ne bougeront plus, comme l'a clarifié le député Eugène Berger, rapporteur

de la commission des institutions et de la révision constitutionnelle pour la présente loi cette semaine sur la radio publique.

Reste la question de savoir pourquoi le gouvernement ne veut absolument pas de garde-fous pour son service de renseignement. Tout au



PHOTO : WIKIMEDIA

contraire, il veut aussi doter la justice d'un cheval de Troie virtuel de la même qualité que celle utilisée par le Srel.

Un gouvernement qui n'a été rendu possible que par la découverte des ahurissants dysfonctionnements au sein du Srel est donc prêt à courir le risque que de telles choses se reproduisent et de tomber à son tour. C'est déjà curieux. Mais en augmentant encore légalement les moyens de ses services secrets, il donne aussi en offre la sécurité informatique de ses citoyens. Car peut-on faire confiance à un service qui a certes été réformé sur le papier, mais dont la majorité du personnel est restée en place ? Seulement changer la tête du service ne suffit en tout cas pas à restaurer la confiance.

Il semble bien que le vent nouveau est plutôt un pet foireux en ce qui concerne cette réforme du Service de renseignement. Encore une occasion ratée de changer la donne dans le pays.

NEWS

NEWS

CETA und TTIP: Endlich ein Nein? **S. 3**

Secteur santé, soins et social:

« Ça suffit maintenant » **p. 4**

Projection de film:

Meurtres extrajudiciaires et impunité **p. 5**

REGARDS

Kennedy-Süd: Klein Manhattan **S. 6**

Bataille des Ardennes:

Comment écrire la guerre ? **p. 8**

Das Recht auf Klimaschutz:

Klagen statt Jammern **S. 10**

Brasilien : „Die totale Unterwerfung der Stadtpolitik“ **S. 14**